

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes

Valenciennes, le 25/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/11/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

STB MATERIAUX

Lieu dit LA CAPETTE
59182 Loffre

Références : V3/2025/4
Code AIOT : 0007000057

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/11/2024 dans l'établissement STB MATERIAUX implanté Lieu dit LA CAPETTE 59182 Loffre. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- STB MATERIAUX
- Lieu dit LA CAPETTE 59182 Loffre
- Code AIOT : 0007000057
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière de Loffre a été autorisée par arrêté préfectoral du 11 mai 2004 pour une durée de 20

ans. Il y était exploité des gisements de sable et d'argile.

Le tonnage maximal annuel autorisé est de 79 000 tonnes/an pour l'extraction. Le volume maximal extrait autorisé est de 642 700 m³ sur la durée de l'extraction.

L'extraction des substances autorisées, limon et sable, était faite à sec jusqu'au niveau du toit de la nappe des sables tertiaires, puis en fouille noyée sans rabattement de la nappe. Le remblaiement de l'excavation était effectué à l'aide de la découverte du site et de matériaux inertes exclusivement, provenant d'apports extérieurs contrôlés à l'entrée de la carrière. Les déblais acceptés provenaient essentiellement de l'activité du BTP.

L'autorisation d'exploiter d'une durée de 20 ans s'est achevée au 11/05/24 conformément à l'arrêté préfectoral du 11 mai 2004.

L'exploitant doit donc, à la date de signature du présent rapport, avoir cessé l'exploitation de la carrière et avoir procédé à la remise en état de cette dernière.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- ISDI

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|-------------------------|---|--|-----------------------|
| 1 | Durée de l'exploitation | Arrêté Préfectoral du 11/05/2004, article 1.5 | Mise en demeure, dépôt de dossier | 2 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection constate le jour de la visite :

- qu'aucune demande d'extension de l'autorisation d'exploiter recevable n'a été faite auprès de Monsieur le préfet,
- que l'exploitant n'a pas respecté le planning prévisionnel présenté au préfet dans la notification de cessation d'activité au préfet en ce qui concerne les stocks de sables et les activités liées à la rubrique 2517.

L'inspection propose à Monsieur le préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter l'article 1.5 de l'arrêté préfectoral du 11 mai 2004 en cessant ses activités et de transmettre les ATTES SECUR et MEMOIRE conformément aux articles R. 512-39-1 et 3 du code de l'environnement dans un délai de deux mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Durée de l'exploitation

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/05/2004, article 1.5 |
| Thème(s) : Situation administrative, Echéance de l'autorisation d'exploiter |
| Prescription contrôlée : |

La durée de la présente autorisation, qui inclut la remise en état est fixée à 20 ans [...].

Constats :

Conformément à l'arrêté du 11 mai 2004, la remise en état de la carrière devait être terminée au 11 mai 2024, soit 20 années après l'autorisation d'exploiter de la société STB à Loffre.

Le code de l'environnement prévoit à l'article R. 512-39-1 que l'exploitant notifie au préfet, pour les activités autorisées au titre de la rubrique 2510, au plus tard 6 mois avant la cessation d'activité, la date d'arrêt définitif des installations, mais également les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité des terrains concernés du site.

L'exploitant a notifié au préfet la cessation d'activité de la carrière par courrier du 18 juillet 2024. L'exploitant y précise que l'exploitation du gisement de sable et d'argile est terminée et notifie la cessation d'activité sur l'ensemble du site, au titre des rubriques ICPE 2510 (Exploitation de carrière ou autre extraction de matériaux) et 2517 (Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inerte). La cessation d'activité concerne l'ensemble du périmètre d'autorisation, soit une surface de 7 ha 61 a 04 ca, dont 5 ha 01 a 98 ca dédiés à l'extraction.

L'exploitant présente un planning prévisionnel des opérations restantes à réaliser dans la notification au préfet :

- évacuation des restes de stocks de sable sur le site,
- finalisation du remblaiement et régalage des terres de découverte,
- retrait des engins et équipements présent sur la carrière (conteneurs, machines,...),
- suppression des piézomètres,
- fin de travaux de mise en sécurité et de remise en état.

Il présente également son projet de remise en état. Celui-ci comprend des mesures qui ne correspondent pas à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 11 mai 2004.

En effet, l'article 1.7 de l'arrêté préfectoral du 11 mai 2004 précise que la remise en état de la carrière "comprend la restitution des terres agricoles après remblaiement total de l'excavation à un niveau voisin de l'ancien terrain naturel".

L'exploitant indique dans son courrier de notification qu'il prévoit d'aménager deux secteurs pour un usage qui n'est pas agricole.

Il avance, pour justifier cette mesure non prévue à l'AP d'autorisation, qu'il s'agit de zones d'intérêt écologique :

- La première, située au nord de la carrière, correspond à une zone de stockage de déchets inertes. Les stocks de déchets y forment un relief supérieur de 8 mètres au terrain naturel. Ces exhaussements de terrains ne sont pas autorisés par l'arrêté préfectoral d'autorisation de la carrière (ils constituent par ailleurs une ISDI pour laquelle l'exploitant n'avait pas obtenu d'autorisation). Ils font l'objet de l'arrêté de mise en demeure du 5 février 2021. Leur retrait est demandé, afin de respecter à la fois les documents d'urbanisme applicables et l'article 1.7 de l'arrêté préfectoral d'autorisation qui prévoit une restitution des terrains à usage agricole et à hauteur du terrain naturel ;

- Le second secteur est situé au sud-est de la carrière. Il serait utilisé par des abeilles solitaires, sans qu'aucune étude présentée par l'exploitant ne confirme cette information. Il conviendrait selon STB de maintenir ce secteur en l'état afin de préserver leurs habitats. Ces aménagements n'ont pas fait l'objet d'une demande de modification des conditions de remise en état qui aurait conduit à la signature d'un arrêté préfectoral complémentaire. Ils sont non conformes aux conditions de remise en état fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation de la carrière de Loffre en vigueur.

La visite d'inspection a lieu le 14 novembre 2024, soit 6 mois après la fin d'autorisation d'exploiter la carrière de Loffre.

La carrière a été autorisée le 11 mai 2004 pour une durée de 20 ans. L'exploitant est informé par l'article 1.5 de cet arrêté préfectoral des limites temporelles de son droit d'exploiter.

Les dispositions de l'article R. 512-39-I du code de l'environnement prévoient que l'exploitant transmette dans un délai n'excédant pas 6 mois à l'issue de la fin d'autorisation d'exploiter, les attestations SECUR et MEMOIRE, établies par un organisme extérieur certifié dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes, conformément aux articles R. 512-39-1 et 3 du code de l'environnement.

A la date de signature du présent rapport, aucune attestation MEMOIRE n'a été transmise par l'exploitant.

L'attestation MEMOIRE a notamment pour objet de présenter le récolement de la remise en état de l'exploitation par rapport aux dispositions prévues dans l'arrêté préfectoral d'autorisation de l'exploitant.

L'inspection constate le jour de la visite de nombreuses rotations de camions apportant des déchets extérieurs à la carrière dans le but de remblayer les fosses d'exploitation.

Les opérations de réception et de mise en remblais sont assurées par deux conducteurs d'engins, à l'aide d'une pelle et d'une tractopelle.

Des stocks de sables d'un volume de 2000 m³ environ sont constatés, contrairement au planning

prévisionnel transmis dans la notification de cessation d'activité de l'exploitant.

En conclusion, l'inspection constate le jour de la visite :

- qu'aucune demande d'extension de l'autorisation d'exploiter recevable n'a été faite auprès de M. le préfet,
- que l'exploitant n'a pas respecté son planning prévisionnel présenté au préfet dans la notification de cessation d'activité au préfet en ce qui concerne les stocks de sables et les activités liées à la rubrique 2517.

L'inspection propose à M. le préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter l'article 1.5 du 11 mai 2004 en cessant ses activités et de transmettre les ATTES SECUR et MEMOIRE prévues aux articles R. 512-39-1 et 3 du code de l'environnement dans un délai de deux mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier

Proposition de délais : 2 mois